



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

ÉLECTIONS ANTICIPÉES, PKK, DAECH : LES DÉFIS D'ERDOĞAN

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION, DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

25 août 2015

ÉLECTIONS ANTICIPÉES, PKK, DAECH : LES DÉFIS D'ERDOĞAN

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Erdoğan a confirmé la tenue d'élections législatives anticipées pour le 1er novembre 2015. Cette décision était-elle attendue ? Son parti peut-il ressortir renforcé de ce suffrage ?

Oui, cette décision était prévisible. On se souvient qu'au début du mois de juin dernier se tenaient les élections législatives et l'AKP, bien que toujours premier parti politique représenté au parlement, avait connu une relative érosion électorale et, surtout, n'était pas parvenu à obtenir une majorité absolue au parlement. Or, nous savons qu'une des obsessions d'Erdogan est de parvenir à une réforme constitutionnelle en Turquie et que, pour ce faire, il lui fallait la majorité qualifiée. Or, le résultat des élections ne lui permettait pas d'atteindre cette majorité et l'empêchait ainsi de parvenir à un changement de constitution visant à presidentialiser le régime. Malgré des négociations, aux mois de juillet et août, pour parvenir à la mise en place d'un gouvernement de coalition, il ne me semble pas qu'Erdoğan y était en réalité favorable. A mon sens, le président turc considérait, au-delà de ses déclarations publiques, qu'il fallait procéder à des élections législatives anticipées. Et, espère-t-il, obtenir un meilleur score. C'est bien là tout l'enjeu car la totalité des sondages d'opinions effectués en Turquie depuis une dizaine de jours – bien qu'à prendre avec précaution -, donnent à peu près les mêmes résultats que ceux des élections du mois de juin. Pour l'heure, et malgré les tensions extrêmes qui existent actuellement du fait des affrontements militaires, on n'observe pas de transfert de l'électorat sur un quelconque parti et, en tout cas, pas sur l'AKP. Le projet d'Erdoğan de procéder à de nouvelles élections anticipées de façon à atteindre un meilleur score et de parvenir à une majorité qualifiée au parlement, n'est pas gagné à l'avance. C'est bien là tout l'enjeu de la bataille électorale qui s'ouvre ces jours-ci et qui va se décliner pendant plus de deux mois en Turquie.

La question kurde semble être au centre de la politique du gouvernement turc. En continuant à désigner le PKK comme organisation terroriste, le gouvernement turc souhaite-t-il reconquérir l'électorat nationaliste turc et ferme-t-il les portes à une résolution politique et pacifique du conflit ? Comment comprendre les affrontements actuels entre l'armée et le PKK ?

La question kurde est depuis longtemps au centre de la vie politique en Turquie et constitue même le principal défi politique qui se pose à la société turque depuis maintenant de nombreuses années. La société et le régime politique turcs ne pourront se démocratiser jusqu'au bout sans avoir résolu cet épineux et lancinant dossier. Le PKK est depuis bien longtemps qualifié d'organisation terroriste, par la Turquie, certes, mais aussi par l'Union européenne et les Etats-Unis. Ceci étant posé, le problème est qu'il est désormais - et depuis déjà quelques temps - partie au problème et donc partie à la solution. On ne peut pas uniquement répéter qu'il s'agit d'une organisation terroriste qu'il faut combattre militairement, au risque de ne pas comprendre pourquoi, depuis maintenant près de trois ans, des négociations avaient lieu avec le PKK. Ceux avec qui on négociait au cours de ces derniers mois sont ainsi redevenus les ennemis principaux aujourd'hui. On peut alors parler d'une incohérence politique qui est pour le moins problématique en termes de méthodologie et qui a des conséquences politiques et militaires préoccupantes. Je crains qu'Erdoğan ait tiré un trait sur la possibilité d'une résolution politique de la question kurde alors qu'il avait pourtant fait preuve ces derniers mois, malgré tout ce que l'on peut lui reprocher, d'un certain courage en acceptant l'ouverture des négociations avec le PKK.

Nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle séquence, et il semble malheureusement que l'hypothétique résolution politique de la question kurde en Turquie est désormais derrière nous. C'est bien sûr conjoncturel, et il sera nécessaire - j'espère le plus tôt possible - de revenir autour d'une table pour discuter. Pour l'heure, nous sommes dans une période de bras de fer et d'affrontements militaires sévères, certaines villes turques sont contrôlées par des milices liées au PKK proclamant ces derniers jours leur autonomie. Il y a même certaines localités dans l'Est de la Turquie où le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire patriote (organisation contrôlée par le PKK) a décidé de creuser des tranchées et d'élever des

barricades pour empêcher que les chars et les véhicules blindés de l'armée turque ne pénètrent dans ces villes.

Il me semble que le gouvernement turc tente d'instrumentaliser cette tension dans le but de capitaliser une partie de l'électorat nationaliste et parvenir à remporter une majorité absolue aux élections législatives de novembre. C'est un calcul évidemment extrêmement dangereux car jouer la polarisation pour des raisons électorales risque de déchirer durablement le tissu social de la Turquie.

La Turquie a finalement rejoint la coalition anti-Daech menée par les Etats-Unis alors qu'elle s'est longtemps tenue à l'écart dans le conflit. Comment comprendre ce changement de positionnement ?

Depuis maintenant quatre ans, il y a la volonté systématique de la part d'Erdoğan et des autorités politiques turques d'en finir avec le régime de Bachar al-Assad en Syrie. C'est une véritable obsession politique qui a induit des prises de décisions très hasardeuses. Nous savons que depuis maintenant plusieurs années, il y a eu, au minimum, une forme de complaisance de la part des autorités turques à l'égard de groupes djihadistes et notamment de Daech. Dans cette logique de volonté d'en finir avec Bachar al-Assad, il fallait s'appuyer sur toutes les composantes de l'opposition au régime, politique pour le moins dangereuse.

Puis il y a eu l'attentat du 20 juillet dernier, à Suruç, attribué à Daech. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le fait que Daech ne soit pas contrôlable et ose même organiser des attentats contre les civils sur le sol turc a entraîné un changement de position politique de la part d'Erdogan et du gouvernement. Ce changement était d'ailleurs déjà à l'œuvre depuis plusieurs mois puisqu'on constatait la multiplication d'arrestations dans les milieux liés à Daech en Turquie, mais l'attentat de Suruç a été l'élément déclencheur de l'engagement de la Turquie contre Daech.

Autre facteur, les autorités politiques turques qui misaient sur la chute rapide de Bachar al-Assad se sont pour le moins trompées. Bachar al-Assad, même s'il est très affaibli, est

toujours présent. Les autorités turques ont compris qu'il y avait nécessité d'un changement de pied dans leur approche et leur gestion du dossier syrien.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont fait pression pour que la Turquie prenne toute sa place au sein de la coalition et c'est chose faite même si l'intensité des combats contre Daech est beaucoup moins affirmée que celle mise en œuvre contre le PKK. ■

ÉLECTIONS ANTICIPÉES, PKK, DAECH : LES DÉFIS D'ERDOĞAN

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / 25 AOÛT 2015

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org